

PARTENAIRES SOCIAUX

Les patrons prudemment optimistes, tandis que les syndicats dénoncent une «horreur absolue»

Les organisations patronales ont fait part, hier soir, de leur satisfaction de voir le gouvernement mis sur les rails. «On va enfin pouvoir s'attaquer aux défis socio-économiques», s'est réjoui **Christine Lhoste (photo)**, secrétaire générale de l'Union des Classes Moyennes (UCM). La priorité à ses yeux, c'est la restauration de la compétitivité des entreprises. «Ce n'est que de cette manière que l'on pourra relancer l'emploi. D'ailleurs, employeurs et travailleurs sont dans le même bateau: si les uns vont bien, les autres iront bien», assure-t-elle. Mais elle voit d'un œil méfiant l'intention du gouvernement de procéder à un saut d'index. «C'est une mesure one-shot, donc peu prometteuse. Mais surtout, cela risque d'avoir un impact dommageable sur la consommation des ménages», prévient-elle.

Pieter Timmermans, adminis-

trateur-délégué de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), se félicite particulièrement que l'accent ait été mis sur des réformes structurelles: pensions, marché du travail, compétitivité. «Fini de bricoler à la marge. De plus, comme le gouvernement opte pour des mesures structurelles, il peut se permettre de reporter quelque peu le retour à l'équilibre budgétaire.»

Un motif d'inquiétude cependant pour le représentant patronal, ce sont les mesures fiscales qu'il «demande à voir» avant de se prononcer. Ainsi, il est question de pénaliser la spéculation en taxant les plus-values boursières.

La FEB a toujours mis en garde contre les effets potentiellement néfastes pour les entreprises d'une telle taxe.

Côté syndical, la CSC qualifie l'ac-

cord gouvernemental d'«horreur absolue». «Les quatre partis de la coalition suédoise roulent pour les riches, tout se fera sur le dos des travailleurs et des allocataires sociaux», lance **Marc Leemans (photo)**, président du syndicat chrétien. «En face de cela, on ne détecte pas le moindre mot sur une taxation des loyers, pas de limitation des intérêts notionnels, pas de lutte renforcée contre la fraude fiscale, pas de suppression du secret bancaire, pas de répression du dumping social, pas de frein à la prolifération des sociétés de management. Où est l'équilibre dans tout cela?»

Des déclarations musclées qui doivent faire siffler les oreilles du CD&V... «Je suis aussi déçu par le CD&V que par les trois autres partis», précise Marc Leemans.

Voilà qui a le mérite d'être clair.